



PB-PP | B-9/65
BELGIE(N) - BELGIQUE

CENTRE D'ACTION LAÏQUE DE LA PROVINCE DE LIÈGE | BOULEVARD DE LA SAUVENIÈRE 33-35 | 4000 LIÈGE
N°129 | TRIMESTRIEL | AVRIL-MAI-JUIN 2025 | N° D'AGRÉATION : P201200 | BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X

SALUT & FRATERNITÉ

La science sous pression

© DanComaniciu - istockphoto.com

Libres, ensemble



15-04-25 13:54:35

S&F N°129

SOMMAIRE



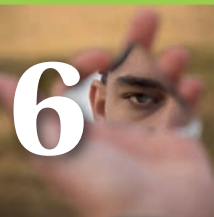
4

Qui a tort, qui a raison ?

Par Stéphane Hauwaert

L'objectivité : un leurre pour notre cerveau

Par Albert Moukheiber



6



7

La démarche scientifique : des faits, rien que des faits

Par Yaël Nazé

La médiation scientifique comme levier démocratique

Par Thomas Beyer, Marjorie Ranieri et Martine Vanherck



8



9

Sciences et pouvoir, des relations complexes

Par le Bernadette Bensaude-Vincent

La Maison de la Laïcité de Waremme pour l'hébergement des personnes migrantes

Par Roland Vanseveren



10



12

La laïcité en actions

Opinions Pétitions Interpellations



14



RETROUVEZ SALUT & FRATERNITÉ EN LIGNE
WWW.CALLIEGE.BE/SF



LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

Par **Véronique Limère**, présidente du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège.

Le 7 mars dernier, le mouvement *Stand up for Science*, soutenu en Belgique par les universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles, organisait une journée de mobilisation afin de réaffirmer le rôle fondamental des sciences comme moteur d'émancipation et de progrès social. Les inquiétudes s'installent et la solidarité s'organise, en réaction à ce qui se joue actuellement aux USA et qui nous concerne également. En effet, le vice-président identifiait il y a peu les universités comme l'ennemi, désignant ainsi ses cibles : le savoir, la science et la place de l'expertise dans la société. La censure idéologique est à l'œuvre, emportant avec elle des informations scientifiques essentielles sur les inégalités sociales, la santé, la diversité, le genre et la protection de l'environnement. Ainsi voyons-nous apparaître là-bas comme ici ce qui s'apparente à une révolution (régression ?) culturelle, assortie d'une dynamique où les secteurs publics se voient dénier toute crédibilité et sont menacés de définancement. Si la démarche scientifique peut être questionnée, elle demeure aux yeux des laïques le fondement du libre examen. En tant que démocrates attachés à la liberté académique et scientifique, nous devons nous alerter et nous mobiliser en faveur de ces valeurs essentielles, piliers de notre démocratie. La science est un bien commun. Elle est un enjeu fondamental dans la compréhension du monde qui nous entoure. Produire, partager et rendre accessibles les connaissances scientifiques est ainsi crucial pour la société, permettant à chacune et chacun de développer une pensée critique et de participer activement aux décisions qui les concernent.

→ « (...) Si la démarche scientifique peut être questionnée, elle demeure aux yeux des laïques le fondement du libre examen. (...) »

Cette volonté de prendre le contrôle des vérités s'étend ici aussi à la culture, cet autre bien commun fait de savoirs à haute valeur humaine ajoutée, dont le financement public est remis en cause par certains, arguant qu'elle s'épanouirait mieux dans une logique exclusive de marché et que le plébiscite du public et le retour sur investissement suffisent à justifier l'existence d'une œuvre. Or, comme le développe la philosophe Pascale Seys dans une récente carte blanche, la culture n'est pas une simple addition de choix individuels. Elle relève d'un dialogue collectif. C'est pourquoi soutenir des œuvres qui d'emblée ne plaisent pas à tous garantit l'ouverture à des voix dissonantes, novatrices, stimulantes.

Ce sont la solidarité, la diversité des points de vue, l'art, les sciences et la pluralité des cultures qui nous élèvent et nous permettent de regarder l'horizon, tout en faisant société. ■■■



Salut & Fraternité, périodique trimestriel, est édité par le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl et l'Établissement d'Assistance morale du Conseil Central Laïque de la Province de Liège.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Les légendes et inserts ainsi que certains titres et chapeaux sont de la rédaction.

Éditrice responsable Véronique Limère, présidente
Boulevard de la Sauvenière 33-35. 4000 Liège.

Comité de rédaction Charlotte Collot, Stéphane Hauwaert, Céline Gérard, Aline Kockartz, Arnaud Leblanc, Isabelle Leplat, Catherine Maréchal, Grégory Pogorzelski.
Rédactrice en chef Céline Gérard – **Secrétariat de rédaction** Charlotte Collot
Photos Centre d'Action Laïque de la Province de Liège – Unsplash – iStockphoto.
Avec la collaboration de Bernadette Bensaude-Vincent, Thomas Beyer, Stéphane Hauwaert, Aline Kockartz, Arnaud Leblanc, Véronique Limère, Audrey Lobert, Cassandra Machi, Albert Moukheiber, Yaël Nazé, Marjorie Ranieri, Olivier Sartenar, Roland Vanseveren, Martine Vanherck, Joëlle Mammo Zagarella.
Publicité 04 232 70 66
Administration Jehona Krenzi, Pascale Riga, Valérie Runfola, Simon Vanderheyden.

Création de la maquette Knok Design – **Impression** Centre d'impression de la Province de Liège – **Mise en page** Arnaud Leblanc.

© 2025. Sauf illustration avec indication contraire, contenu sous licence Creative Commons, utilisation non commerciale et citation de la source. Les illustrations sans crédit sont du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège.

Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège met toutes les mesures en œuvre pour assurer la sécurité de vos données et le respect de votre vie privée. Pour toute question, demande de suppression ou de modification de coordonnées, adressez-vous à administration@calliege.be ou au 04 232 70 40.

Numéro clôturé le 15 avril 2025.

Tirage 5 000 exemplaires – Envoi gratuit sur demande (info@calliege.be)

Vous souhaitez aider Salut & Fraternité ? Versez une contribution sur le compte BE48 0682 1400 1427 avec en communication : S&F 129

NOUS REMERCIONS NOS PARTENAIRES : la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Wallonie, la Province de Liège, Liège Province Culture, Liège Province Jeunesse, la Première, les Villes de Liège, Seraing et Waremme.





LA SCIENCE SOUS PRESSION

À l'heure actuelle, nous sommes bombardés d'informations diverses et variées. Il devient difficile de s'y retrouver et de faire le tri entre les faits, les croyances, les opinions, les fake news, les images générées par l'intelligence artificielle, etc. Cette situation donne l'impression de ne plus disposer de socles communs sur base desquels les débats peuvent avoir lieu. Les prises de position tranchées et sans nuance se multiplient et provoquent la polarisation de la société, réel danger pour la démocratie.

Dans ce numéro 129, Salut & Fraternité propose de placer les sciences comme bases communes pour faire société. Bien que les savoirs scientifiques ne soient pas figés, la méthode qui les sous-tend est la plus efficace pour obtenir une information fiable. La démarche scientifique est la démonstration même de

l'exercice de l'esprit critique et de la vérification des informations. Partant de ce point de vue, Salut & Fraternité s'interroge sur la défiance croissante à l'égard de la science et sa légitimité. Est-elle neutre, objective ? Quelles sont ses limites et garde-fous ? La science peut-elle être instrumentalisée ? Par qui, pourquoi et avec quelles conséquences ? Comment distinguer les sciences des pseudosciences ? Comment favoriser l'accès à la connaissance scientifique ?

À travers ce numéro, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège réaffirme un de ses piliers fondamentaux : l'éducation à l'esprit critique, clé pour comprendre le monde et vivre ensemble, un message qui est également celui de l'exposition Illusions – Qui a tort ? Qui a raison ?, proposée à La Cité Miroir jusqu'au 30 août.



Par **Stéphane Hauwaert**, coordinateur du service Animations du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège.

QUI A TORT, QUI A RAISON ?

Cette question, si elle peut sembler simple, candide, interroge en réalité les bases de nos sociétés et de notre capacité à nous organiser en vie commune. Le but premier de l'exposition *Illusions — qui a tort, qui a raison ?* est d'interroger notre rapport au monde et aux autres en commençant par explorer, et dans un premier temps à expérimenter de façon ludique et étonnante, notre rapport à nous-mêmes.

Nous connaissons-nous aussi bien qu'on pourrait le penser ? Peut-on se fier à nos sens, à notre perception, à notre lecture de ce qui nous entoure ? Comme l'explique très bien Albert Moukheiber, parrain de l'exposition, dès les interactions et observations les plus basiques, on se rend rapidement compte à quel point les perceptions, interprétations, relations avec les choses diffèrent

d'une personne à l'autre. Comment dès lors, si on en élargit les implications qui sont exponentielles en raison de la complexité du monde, faire société ?

Ce qui est crucial, c'est de s'accorder sur des fondamentaux, pour ensuite composer avec les dissensus, les différences, sans tomber dans cette essentialisation de plus en plus présente dans les échanges. On observe malheureusement, de plus en plus régulièrement et indifféremment des idées défendues, que dès lors que l'on diffère sur un point précis, plus rien n'est possible en commun. Car s'il est important de se trouver des fondamentaux communs, il est tout aussi important d'éviter que tout devienne fondamental pour l'un et pour l'autre, sans quoi faire société ensemble deviendrait impossible. Alors que l'on peut parfaitement être d'accord sur la plupart des autres sujets ou domaines.

Si rien n'est nouveau en soi dans ce que l'on peut observer actuellement dans quantité de domaines, force est de constater qu'un récit simpliste et polarisant, basé sur des slogans et des raccourcis fait de plus en plus recette partout et que le recul de la démocratie telle que nous la souhaitons est réel et, de notre point de vue, particulièrement interpellant. Nous faisons face

à une montée de discours, positionnements et politiques identitaires, dans lesquels les opinions de certains sont érigées en identité déterminante, au lieu de rester une composante d'un tout plus complexe. Même lorsqu'il s'agit de défendre des causes nobles, c'est une dérive dangereuse pour nos démocraties.

N'est-il pas primordial de se comprendre soi-même pour mieux comprendre l'autre, et inversement ? De savoir être indulgent ? Nous avons tendance à percevoir les choses en fonction de qui nous sommes et de notre expérience personnelle. Face à des situations ambiguës, complexes, nouvelles, notre tendance naturelle est une lecture qui nous ramène à appréhender ces situations tel que l'on est, avec ce que l'on connaît, avec nos routines et nos habitudes. C'est pareil dans la plupart de nos relations sociales qu'elles soient professionnelles, amicales, dans le couple ou en politique. Devant des situations plus habituelles, moins exceptionnelles ou plus ancrées dans nos quotidiens, nous avons une tendance bien plus aisée au consensus ou à des comportements similaires, moins potentiellement conflictuels.

Et si le débat d'idées, les désaccords acceptables, le dissensus, la capacité à douter de soi, l'envie et la pratique de partir de ce qui nous rassemble



C'est de nos dissensus et de notre capacité au débat que naissent les progrès humains.



→ « (...) C'est dans le dialogue et la pluralité des discours que l'on peut établir un socle commun »

plutôt que de ce qui nous sépare étaient (à nouveau ?) le point de départ de notre vision d'une société plus juste et égalitaire ?

C'est dans le dialogue et la pluralité des discours que l'on peut établir un socle commun, qui nous permette d'avancer ensemble et de faire société. L'idée n'est évidemment pas de tomber dans un piège de fausse équivalence, de nourrir une idée tout aussi dangereuse que toute opinion

où tout se vaut. La nuance est plus que jamais essentielle. Pour cela, l'éducation à l'esprit critique, à une pensée rationnelle mais qui ne se dédouane pas de l'émotionnel, au contraire, qui le comprend et l'intègre à la réflexion est une des voies à emprunter. C'est ce que nous défendons et nous efforçons de proposer depuis de nombreuses années. Ce n'est pas dans une tentative vaine d'objectivité absolue, par essence leurre, mais bien dans notre acceptation et notre compréhension de nos subjectivités mutuelles que résident toute la richesse et la force de la diversité.

Faire société ce n'est pas être « tous d'accord » sur tout. Ce serait une position extrêmement dangereuse, qui est par ailleurs celle que font miroiter les totalitarismes de tous bords. Ce qui est crucial, c'est de s'accorder sur des fondamentaux, pour ensuite composer avec les dissensus, les différences, sans tomber dans cette essentialisation de plus en plus présente dans les échanges. Pour

ce faire, favoriser le travail interdisciplinaire, entendre les avis éclairés, les opinions contradictoires, partager les expériences est primordial.

Arriver à des désaccords sains, définir des fondamentaux qui ne soient pas essentialisants, qui ne rendent pas le dialogue et la cohabitation impossibles, c'est là tout le propos de l'exposition, au départ d'expériences ludiques, sans posture sentencieuse ou moralisatrice, et encore moins en disant aux uns et aux autres comment penser. ■■■



Le projet d'annexe du Foyer des Orphelins Une chambre, un enfant

- Chambre individuelle pour chaque enfant.
- Lieu intime où se sentir en sécurité, grandir et rêver.
- Des espaces adaptés, modernes et accueillants.

Objectif : 750 000 € pour finaliser cette annexe.

→ Chaque don compte, le Foyer des Orphelins à besoin de vous.
Rendez-vous sur www.foyerdesorphelins.be

Soutenez-nous ! Faites un don :

Communication : don + numéro de registre national

Don : BE49 0689 0665 3771

Tout don de plus de 40€ donne droit à une attestation fiscale



Le projet



Entretien avec **Albert Moukheiber**, docteur en neurosciences cognitives et parrain de l'exposition Illusions. Propos recueillis par Arnaud Leblanc.

L'OBJECTIVITÉ : UN LEURRE POUR NOTRE CERVEAU

Albert Moukheiber est docteur en neurosciences cognitives et psychologue clinicien. Il s'intéresse à la façon dont nous acquérons de la connaissance sur nous-mêmes, sur le monde, sur le cerveau ou sur les autres, autant individuellement qu'en tant que groupe, collectif, espèce ou société.

Salut & Fraternité : Notre perception est-elle neutre face au monde et dans la société ?

Albert Moukheiber : Cela fait une ou deux décennies que le milieu scientifique s'accorde pour dire que notre cortex cérébral prédit et anticipe notre environnement tout autant qu'il le capte. Nous vivons en permanence des formes d'hallucinations dans notre cerveau. Nous pensons voir ou ressentir des choses qui n'existent pas. C'est le plus souvent très bref, le temps de nous permettre de vérifier avec nos sens et de corriger nos interprétations. Beaucoup d'illusions d'optique illustrent les effets de ce processus actif de la perception. Face à elles, nous expérimentons un état d'incertitude momentanée pendant lequel notre cerveau ne sait pas distinguer le vrai du faux. Ces prédictions, aussi fausses ou incertaines soient-elles, nous permettent d'anticiper les événements, d'être plus efficaces et même d'éviter des accidents. De temps en temps, cela nous induit en erreur. Nous ressentons des choses qui n'existent pas vraiment.

Ainsi, notre perception est un subtil mélange d'objectivité et de subjectivité. Certains de nos ressentis sont objectifs et d'autres sont marqués par notre expérience. À partir de notre naissance, nous commençons à acquérir des règles du monde qui nous entoure. Certaines sont universelles : nous constatons rapidement par exemple que la gravité implique que les choses tombent et ne s'envolent pas. Cela fait partie des permanences liées aux objets qui nous entourent. Ces règles assimilées nous permettront de prédire qu'une chose perçue en hauteur va descendre selon les lois de la physique que nous connaissons. Mais très vite, nous allons nous écarter et adopter des constructions mentales plutôt culturelles et plutôt sociales. En France ou en Belgique, nous nous habillons, nous nous disons bonjour en nous serrant la main.



Toutes ses pratiques sont acquises. Elles ne sont pas particulièrement neutres mais ce n'est pas très grave. La neutralité n'a pas de vertu particulière en la matière. Cependant, à d'autres niveaux, notre culture influence notre perception. Nous voyons le monde tel que nous sommes ou, en tout cas, nous projetons toujours quelque chose de nous-mêmes dans le monde que nous voyons. Plus une situation est ambiguë et incertaine et plus nous allons la percevoir selon notre expérience personnelle.

Selon moi, il est inutile de chercher à être objectif. Il faut, au contraire, prendre plus en compte notre subjectivité inhérente. Quand nous essayons d'être objectifs, nous nous leurrons. Une des idées les plus dangereuses que nous pourrions avoir, c'est de croire que si les autres étaient comme nous, le monde irait mieux. Nous avons besoin de notre diversité et de nos différences d'opinion. Je pense que faire société ensemble ne signifie pas que nous soyons toutes et tous d'accord. C'est savoir organiser le dissensus, savoir gérer les désaccords. C'est la puissance d'une société démocratique.

S&F : La compréhension des neurosciences nous aide donc à faire société. Est-ce toujours le cas ?

A.M. : Pour moi, il faut savoir relativiser. Le danger est de croire que les neurosciences peuvent résoudre tous les problèmes. Si elles expliquent certains mécanismes, elles ne sont qu'une des nombreuses pièces explicatives. Il faut aussi prendre en compte le contexte, la culture, l'environnement et une volée de facteurs extérieurs pour comprendre les événements.

Nous assistons actuellement à un pullulement de discours affirmant que les neurosciences ont montré ceci ou cela. Nombre de ces publications relèvent plus d'un vernis scientifique que de la vraie science. Nous sommes encore très loin de comprendre le cerveau. C'est d'autant plus problématique que les sciences cognitives nous apportent des connaissances performatives. Ce qu'elles nous apprennent a un impact sur notre fonctionnement et nos comportements. Si, par un article ou une étude, je vous convaincs que vous avez un « cerveau gauche », que votre cortex n'est pas construit pour comprendre les mathématiques ou vous orienter dans l'espace, cela aura un impact sur votre carrière et vos choix de vie. C'est donc très important de combattre les fausses croyances sur notre cerveau, sur nous et sur les autres. Il est important de ne pas essentialiser les gens, de ne pas les réduire à une étiquette, et les sciences cognitives ne doivent pas servir ce discours. ■■■



**CONVENTION
LAÏQUE 2025**
Sécularisation



*Rendez-vous le
22 novembre
2025 à Namur*

CONVENTION2025.LAICITE.BE



Entretien avec **Yaël Nazé**, astrophysicienne et maître de recherche FNRS à l'Université de Liège. Propos recueillis par Grégory Pogorzelski.

LA DÉMARCHE SCIENTIFIQUE : DES FAITS, RIEN QUE DES FAITS

Yaël Nazé est astrophysicienne et maître de recherche FNRS à l'Université de Liège. Elle enseigne également la démarche scientifique et l'initiation à l'esprit critique. Elle nous parle de l'importance de cette méthode qui reste la plus efficace pour obtenir des informations fiables.

va les mettre à l'épreuve par des expériences, puis comparer le résultat de son travail avec le reste de la communauté scientifique, qui pourra pointer du doigt les erreurs possibles ou mettre à son tour les conclusions à l'épreuve. Ce n'est pas une recette de cuisine à suivre à la lettre : sur le terrain, la méthode exacte dépend du type de question que l'on se pose, bien sûr. La recherche sur les comportements humains ne se fait pas de la même façon que la recherche sur le comportement des corps célestes. Toutes ces recherches sont également en interaction et en évolution continues. Les savoirs scientifiques ne sont pas figés, et la démarche scientifique demande aussi de la créativité.

→ « (...) La recherche est quelque chose de collectif : toute expérience fait référence à toutes les expériences précédentes, et la méthode demande de partager et de faire reproduire ses résultats par d'autres. »

S&F : Sur quoi repose sa légitimité ? Pourquoi les chercheurs l'utilisent-elle ?

Y.N. : Parce qu'au fil du temps, on s'est rendu compte que c'était la méthode la plus pertinente pour obtenir une information fiable sur le réel. Observer ne suffit pas : il faut cadrer cette observation, la mettre à l'épreuve, vérifier, comparer ses notes avec les autres... C'est contraignant, mais ça reste la façon la plus efficace que nous connaissons d'obtenir des informations fiables.

S&F : Quelles sont les limites de cette méthode ?

Y.N. : La méthode scientifique répond à des questions sur la réalité de ce qui se passe. Que la question soit physique, psychologique, sociologique, qu'importe. Dans tous les cas, on travaille sur les faits. Cependant, si vous cherchez à savoir ce qui est juste, ou ce qui vous plaît, des choses qui tiennent de la sensibilité personnelle, on sort du cadre. Elle est aussi limitée par ceux qui l'appliquent, d'une certaine façon. La science, en principe, tend à être objective mais elle est faite par des humains. Et nous avons tous nos limites, nos œillères, nos défauts... Un scientifique aussi peut être maladroit ou malhonnête.

S&F : Quels sont les gardes-fous de la méthode ? Comment l'empêche-t-on d'être manipulée, instrumentalisée, distordue, sabotée... ?

Y.N. : Les garde-fous, ce sont les gens qui font la science qui les placent. Comme je le disais, un scientifique aussi peut être maladroit ou malhonnête, parce qu'il est humain. Des erreurs et des informations volontairement fausses peuvent entrer dans le système. Mais la méthode scientifique se corrige d'elle-même, quand elle est appliquée précisément et de bonne foi. La recherche est

quelque chose de collectif : toute expérience fait référence à toutes les expériences précédentes, et la méthode demande de partager et de faire reproduire ses résultats par d'autres. Au bout d'un temps, on devrait se rendre compte que l'on s'est trompé, ou que l'on a été trompé. Mais ça prend du temps : cela peut prendre des années, des décennies ou des siècles pour que l'on repère l'erreur et que l'on corrige le résultat. Regardez les saignées médicales, ou le modèle héliocentrique.

S&F : La science peut-elle être neutre ? De quelle façon ?

Y.N. : La méthode scientifique est faite pour rendre des résultats objectifs si on la respecte. C'est le but de la méthode : obtenir de l'information qui ne dépend pas de celui qui fait l'expérience. Mais la culture, les préjugés des chercheurs peuvent parasiter cet objectif. Leurs intérêts personnels, politiques ou financiers aussi. Pensez au colonialisme, qui « prouvait » que les colons étaient d'une nature supérieure aux colonisés. C'était à une certaine époque une vérité scientifique chez nous, mais elle ne correspondait pas à la réalité. Certains se dédouanent des méthodes utilisées, également. Werner von Braun, dont le but était l'exploration spatiale, a été financé par l'Allemagne nazie. Ses premières fusées ont été construites dans des camps de concentration et utilisées comme des armes de guerre. Il le savait très bien. Même si les Américains l'ont recruté pour le programme Apollo et ont blanchi sa réputation, il avait malgré tout une responsabilité dans cette affaire. Même si la méthode est collective, chaque scientifique est responsable de ses recherches. ■■■



© Laura Kapfer - Unsplash.com

Salut & Fraternité : Qu'est-ce que la démarche scientifique ?

Yaël Nazé : Le sujet est très vaste : c'est l'ensemble des méthodes qu'utilisent les scientifiques pour explorer le réel, qui repose sur certains piliers. L'idée est d'observer le réel, le mesurer le mieux possible, tenter de comprendre ce qui s'y passe, et prévoir ce qui pourrait s'y passer à l'avenir. Grâce à cette méthode, le chercheur émet des hypothèses,



Par Thomas Beyer, Marjorie Ranieri et Martine Vanherck, équipe de Réjouissances.

LA MÉDIATION SCIENTIFIQUE COMME LEVIER DÉMOCRATIQUE

Dans un monde saturé d'informations où les savoirs se mêlent aux croyances et où les algorithmes façonnent notre rapport au monde, l'accès aux connaissances scientifiques vérifiées et vérifiables devient un enjeu démocratique majeur. Face aux infox, aux théories complotistes et aux biais cognitifs qui altèrent notre perception du réel, la culture scientifique et l'esprit critique sont, plus que jamais, des outils fondamentaux pour comprendre et agir sur le monde.

L'ambition ? Permettre, par différents types d'actions de médiation scientifique (conférences, expositions, ciné-sciences, ressources pédagogiques, jeux de société), à chaque citoyen de s'approprier les outils intellectuels nécessaires pour évoluer dans un monde complexe. Cette culture scientifique est loin d'être un luxe. C'est un gage démocratique : elle assure à chacune et chacun la capacité de prendre des décisions informées et de participer activement aux débats de société.

Comment lutter contre la désinformation ? Comment maintenir un dialogue serein et constructif entre sciences et société ? Comment faire en sorte que les citoyens ne soient plus victimes de char-

latans, de prétendus experts, d'informations non vérifiées ou trop rapidement diffusées ? Opposer une réponse simple à ces questions est une gageure ; tout au plus peut-on esquisser quelques pistes, nourries par une pratique ancienne – et modeste – du partage et de l'animation des connaissances à l'Université de Liège.

Il nous paraît essentiel tout d'abord que la médiation scientifique permette à chacun de comprendre non seulement les résultats de la science, mais aussi ses processus, ses limites, ses remises en question. Il ne s'agit donc pas de présenter la science comme un ensemble figé de certitudes, mais comme un espace dynamique de questionnement, d'expérimentation et de doute. La connaissance ne se décrète pas, elle se construit, et cette construction est profondément humaine : faite de tâtonnements, d'erreurs, de débats, de controverses... autant d'étapes nécessaires à l'élaboration du savoir. En d'autres termes, il s'agit de montrer non pas l'avènement des connaissances scientifiques mais le processus – en toutes ses facettes et en toute sa complexité – d'une pensée critique, d'une démarche dite scientifique. En rendant visible ce cheminement, nous essayons d'offrir aux citoyens une meilleure compréhension du fonctionnement des sciences et de leur ancrage sociétal.

En lien avec cette volonté, il est aussi indispensable de proposer, à travers nos actions de médiation, une expérience systématique de l'altérité. Notre quotidien est de plus en plus calibré et cela nous écarte de plus en plus de contenus, d'expériences qui ne correspondent pas à notre « profil ». C'est d'une certaine expérience de l'altérité dont nous risquons de nous trouver privés à brève échéance. Or, la science est une pratique de questionnement, de doute, d'invention et n'est pas entièrement prévisible ou prédictible. Expliquer comment les êtres humains ont façonné et donné du sens au monde est essentiel pour produire une histoire de la construction de la connaissance en déchiffrant les messages que les objets nous transmettent à travers l'espace et le temps.

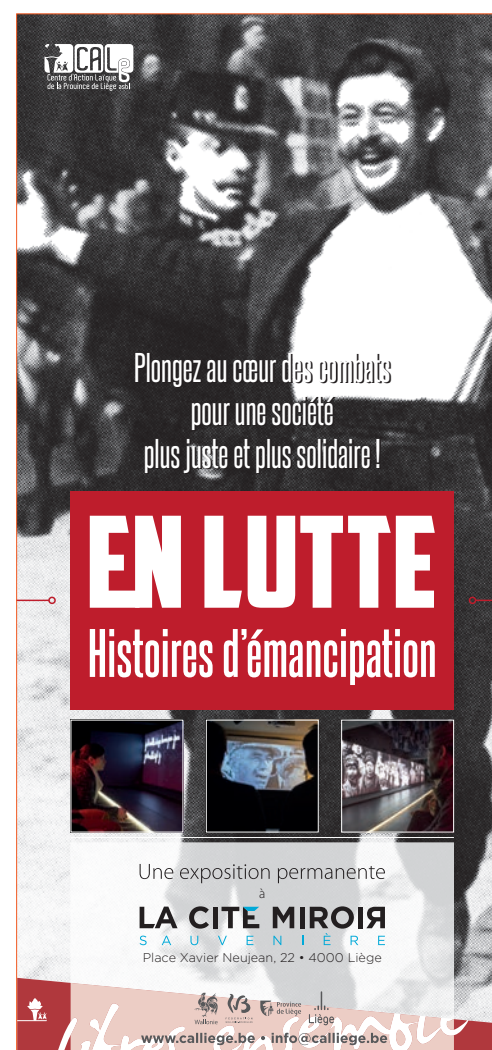
Rendre intelligibles les constructions du savoir en toute leur dimension processuelle notamment à travers la matérialité des traces de l'aventure scientifique, c'est, selon nous, contribuer à renforcer un rapport démocratique à la connaissance. En diversifiant les formats et les thématiques, il est plus que jamais nécessaire de mettre les sciences en débat et de faire émerger un dialogue où le public devient acteur.

Si nous voulons que la science reste un socle commun, il est crucial de la présenter comme ce qu'elle est réellement : une entreprise humaine, critique, collective, en perpétuelle évolution. Dans cette optique, la médiation scientifique ne peut se limiter à une transmission verticale, où l'expert délivrerait un savoir à un public passif. Elle doit être une invitation au dialogue, à la réflexion critique, à la participation active. Il ne s'agit alors pas de garantir une vérité définitive, mais d'encourager une posture intellectuelle ouverte, curieuse et exigeante. C'est en intégrant ces dimensions que nous pourrions faire de la médiation scientifique un levier de transformation sociale. ■■■

Cellule de diffusion des sciences et des technologies de l'Université de Liège, Réjouissances fait de la médiation scientifique le cœur de son travail : elle sensibilise les jeunes et le grand public à l'importance des sciences et des technologies dans nos sociétés, favorise l'accès à la connaissance scientifique et encourage les vocations et les carrières dans les domaines de la recherche et des métiers scientifiques et techniques.



© Nicolas Orban





Par **Bernadette Bensaude-Vincent**, professeure émérite de philosophie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

SCIENCES ET POUVOIR, DES RELATIONS COMPLEXES

La montée des régimes politiques qui assoient leur popularité sur la contestation des élites, le déni du changement climatique et du recul de la biodiversité, suscite depuis quelques années une vague d'inquiétude. Certains voient dans les contestations de l'autorité scientifique le symptôme d'une entrée dans un âge de post-vérité, où les évidences seraient systématiquement déstabilisées, sapées, voire niées.

Dans les milieux scientifiques, on déplore la méfiance du public et on s'indigne de l'aveuglement des responsables politiques et de leur inertie face à la crise planétaire. Dans les milieux politiques, on s'inquiète sur l'avenir de la démocratie, régime qui s'appuie sur l'autorité de experts pour créer un consensus.

La crise planétaire s'accompagne donc d'une crise de la démocratie que l'on attribue un peu vite à une épidémie d'informations toxiques qui se propageraient comme des virus sur les réseaux sociaux, une déferlante souvent désignée comme infodémie. Dès lors, il semble évident qu'il faut se mobiliser pour lutter contre les informations toxiques, faire du *debunking*, pour démentir les rumeurs, défendre les vérités contre les *fake news* et les théories du complot, pour éclairer le public abusé ou trompé par de fausses informations. D'où une atmosphère de croisade rationaliste qui voudrait sauver « l'héritage des Lumières » sans jamais préciser ce qu'on entend par là.

Ce diagnostic et le remède envisagé sont-ils à la hauteur de la crise ? Cette croisade rationaliste dispense de s'interroger sur les conditions d'exercice de l'expertise en faisant retomber toute la responsabilité de la situation sur le public, désigné comme une masse ignare et crédule, prête à suivre les orateurs les plus habiles. En outre, cela entretient dans la société un climat de

guerre entre deux camps retranchés dans leurs certitudes qui parlent « au nom de la vérité » et prétendent défendre la justice et la démocratie. Leur stratégie défensive consiste simplement à discréditer l'adversaire.

Cet affrontement révèle la fragilité de l'expertise scientifique. Le rôle confié aux experts – classiquement « dire le vrai au pouvoir » – repose sur le principe d'une cloison étanche entre science et pouvoir, entre conseil et décision. Les experts sont vus comme porte-parole de la nature, évoluant dans une sphère supposée neutre, au-dessus des partis. Les agences d'expertise ont été créées pour garantir l'indépendance des mesures réglementaires à l'égard des pressions économiques ou politiques. Or les « vérités scientifiques » censées servir le bien commun, plutôt que des intérêts particuliers ont souvent été brandies pour servir des politiques de

→ « Le logement social est un outil de lutte contre les inégalités. (...) »

race ou de classe – eugénisme, discrimination des rôles féminin/masculin – ou pour défendre des intérêts économiques. Par exemple, quand des firmes industrielles financent des chercheurs pour semer le doute sur les avis d'experts relatifs aux risques liés au tabagisme ou à la pollution chimique.

Quelle que soit la rigueur des procédures et la transparence du travail des experts, on ne peut tracer une ligne de partage claire entre science et politique. Si les scientifiques parviennent effectivement à construire des faits purifiés de toute trace d'idéologie dans le milieu aseptisé des laboratoires, ces données ne font pas sens au-delà des communautés scientifiques. Elles ne permettent pas d'évaluer les risques pour la santé des citoyens dans le monde réel où l'on est exposé à de multiples facteurs. Aussi les experts doivent-ils « dépurifier » les données scientifiques pour leur donner un sens politique. Il faut réinjecter ces vérités scientifiquement robustes dans un milieu incontrôlable où les situations sont plus compliquées. La frontière entre science et politique reste un idéal régulateur mais, dans la pratique, elle est sans cesse renégociée en fonction des circonstances.

Il faut donc assumer la dépendance effective de la recherche scientifique et de l'expertise à l'égard du politique. Il est urgent de faire le deuil du mythe de la neutralité, de plonger les sciences dans la mêlée et d'en assumer les conséquences. Pour instaurer une relation de confiance avec les experts, il importe d'ouvrir la boîte noire de la production de résultats scientifiques et du processus d'expertise qui transforme ces connaissances en outils de décision. Partager les incertitudes que les scientifiques affrontent quotidiennement au lieu de les dissimuler sous prétexte d'une prétendue aversion du public pour l'incertitude. Enfin, puisque l'expertise est une activité hybride, délicate, obéissant à des normes scientifiques mais investie d'une mission sociale et politique, il serait bon de donner une formation politique aux experts. ■■■



Manifestation le 7 mars 2025 contre les coupes dans le financement de la recherche scientifique aux États-Unis.



→ LA LAÏCITÉ EN ACTIONS DES ASSOCIATIONS EN MOUVEMENT

LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE WAREMME MOBILISÉE POUR L'HÉBERGEMENT DES PERSONNES MIGRANTES

Fondée en 2000 et installée dans les locaux de l'Espace Laïcité de Waremmé depuis 2008, la Maison de la Laïcité de Waremmé a pour objet la défense et la promotion de la laïcité, notamment par la mise sur pied d'activités d'éducation permanente et l'organisation de cérémonies laïques.

En janvier, la Maison de la Laïcité de Waremmé donnait la parole, à l'occasion d'une conférence-débat, à Roland Vanseveren, auteur d'une recherche sur la mobilisation sociale autour de l'hébergement citoyen de réfugié-es. L'hébergement citoyen, inspiré d'une initiative allemande, est né afin de pallier les défaillances des pouvoirs publics dans l'accueil des demandeur-euses d'asile, dès 2015.

Cette problématique fait écho à l'engagement de la Maison de la Laïcité dans l'accueil des personnes migrantes à Waremmé,

un travail remarquable d'assistance humanitaire mené lors des « crises de l'accueil », entre 2018 et 2020.

Et en effet, début 2018, en réaction à la gestion politique catastrophique en matière de politique migratoire, l'ensemble du Conseil d'administration de la Maison de la Laïcité a décidé de se mobiliser et de transformer ses locaux en un relais de jour. Durant cette période, l'Espace Laïcité a ainsi hébergé une épicerie et une penderie (vêtements) solidaires. Il a également été un lieu de rendez-vous de covoiturage depuis et vers Bruxelles (parc Maximilien), ainsi qu'un lieu de réunion pour structurer l'aide avec les volontaires et citoyen-nés.

Depuis, cet accueil et les aides sont coordonnés par la plateforme citoyenne « Hesbaye Terre d'accueil » et la ville de Waremmé a mis sur pied un lieu d'accueil avec le CPAS.



Rencontre avec **Roland Vanseveren**, diplômé en sciences du travail et auteur de recherche. Propos recueillis par Joëlle Mammo Zagarella.

COMPRENDRE L'ENGAGEMENT EN FAVEUR DES PERSONNES MIGRANTES

Salut & Fraternité : Quels sont les ressorts sociaux, les ingrédients, qui poussent les individus à se mobiliser pour une cause ?

Roland Vanseveren : C'est la conjugaison de trois ingrédients, la « disposition » à s'indigner, le choc émotionnel et les ressources, qui explique l'engagement de certains individus pour une cause.

L'indignation est le carburant de toute action militante. Elle est le fruit d'une « disposition », l'expression d'une sensibilité, un attachement à certaines valeurs. Une hébergeuse interrogée dira : « [...] on s'est dit qu'on n'allait pas laisser des gens mourir de froid à Bruxelles, que ce serait insupportable et que donc, il faut bien faire le job parce qu'au niveau de mes valeurs, c'est insupportable que ça ne se fasse pas. C'est le sentiment d'injustice qui prédomine [...] se dire qu'on prive les gens de leurs droits les plus élémentaires, pour moi, c'est insupportable ».

Cette « disposition » naît avec le processus de socialisation de l'individu et s'ancre dans sa biographie. 50 % des hébergeuses interrogées ont vécu tout ou partie de leur enfance dans des maisons « refuges », où leurs parents recevaient et hébergeaient en nombre.

La biographie familiale, politique ou religieuse ne suffit cependant pas à elle seule à expliquer l'engagement militant : les individus se mobilisent parce qu'ils sont sensibilisés par une situation concrète à laquelle ils sont confrontés et qui les touche directement. L'exposition à des événements soudains provoque des chocs émotionnels, des chocs empathiques, qui viennent bouleverser leur vie quotidienne. Et c'est dans la confrontation avec une situation concrète que la « disposition » trouve à s'activer. Dans le cadre de l'hébergement, l'émotion provoquée par la confrontation inopinée avec la détresse des personnes migrantes est le facteur déclenchant le passage à l'acte humanitaire.

« Il y a eu ce moment où devant chez moi là, là où je suis, il y a des gens qui ont besoin de moi. » Une autre hébergeuse déclare : « il faisait froid ... le côté "il y a des gens dehors et il fait cailliant" nous a vraiment assez touchés. »

Ces témoignages démontrent que les individus se mobilisent parce qu'ils sont directement confrontés et touchés par la situation de vulnérabilité des personnes migrantes. L'émotion agit



comme un déclencheur et les amène à apporter des soins, à donner de la nourriture, des vêtements ou encore à offrir un toit.

L'indignation n'est pas nécessairement synonyme de passage à l'acte. Il faut en effet distinguer la « disposition » à appréhender un phénomène comme scandaleux d'une part, et les compétences et les ressources nécessaires au passage à l'acte d'autre part. Les compétences renvoient à des savoirs ou des savoir-faire. Ce qui peut paraître naturel pour les uns, peut se révéler insurmontable pour d'autres. Des personnes peuvent s'indigner, mais rester passives faute de ressources ou de maîtrise des savoirs ou des savoir-faire. Ce qui explique qu'une indignation pourtant vivement ressentie peut rester silencieuse ou isolée.

Dans le cadre des hébergeuses, le passage à l'acte est facilité par la pratique concentrée sur le mode de la réparation du malheur. Cette pratique réparatrice nécessite de disposer des biens matériels dont l'autre est dépourvu. Mais elle ne nécessite aucune connaissance théorique particulière.

Enfin, les recherches mettent en lumière trois grands profils-types parmi les personnes qui s'engagent dans une cause, comme c'est notamment le cas des hébergeuses.

D'abord, les identités blessées (des personnes qui ont connu une jeunesse chahutée); ensuite

les personnes en quête du salut de leur âme (des individus ayant vécu une éducation dans les valeurs religieuses) et troisièmement, les personnes qui combinent ces deux profils.

S&F : Pourquoi parle-t-on « d'hébergeuses » ?

R.V. : Les métiers qui consistent à prendre soin de son prochain, l'assistance aux démunis et aux laissés-pour-compte sont principalement investis par les femmes. L'engagement dans cette cause humanitaire n'est que le prolongement de logiques sociales plus profondes.

Dans le cadre de cette recherche, sur les 20 personnes interrogées, 18 sont des femmes. Voilà qui illustre, une nouvelle fois, le rôle prépondérant de celles-ci dans ce type de cause. En miroir, des études mettent en lumière les indices d'une certaine propension masculine à l'engagement dans la cause avec une distance émotionnelle davantage maîtrisée (...). ■■■

Pour en savoir plus sur la recherche :

Vanseveren R, *Comment comprendre l'engagement humanitaire des hébergeurs de migrants?*, année académique 2020-2021, Université de Liège – Facultés des sciences sociales.

Pour en connaître davantage sur les activités menées par la Maison de la Laïcité à l'époque :

 www.calliege.be/salut-fraternite/102/magasin-solidaire-appel-aux-dons%e2%80%89





LA LAÏCITÉ EN ACTIONS

Par Aline Kockartz, coordinatrice du service Relations avec les associations.

VINCIANE DESPRET — HISTOIRES D'ANIMAUX



Les atteintes à l'environnement et leurs conséquences questionnent de façon existentielle l'Humanité tout entière et font peser des risques immenses sur la capacité à garantir l'effectivité des droits fondamentaux. C'est bien à partir de ce constat que le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège a invité Vinciane Despret, dans le cadre de la campagne d'éducation permanente « La planète brûle, nos droits aussi », pour une conférence inédite intitulée « Histoires d'animaux ».

La philosophe, éthologue, a partagé les jalons permettant une approche transversale afin de faire entrer les animaux dans l'historiographie, à partir d'une perspective appelée l'« histoire d'en bas » : courant historiographique qui, initialement, raconte les événements historiques du point de vue des gens ordinaires plutôt que de celui des élites. Si cette façon de faire l'histoire s'est développée par rapport aux classes ouvrières, puis à l'histoire des femmes, se posent ici les conditions critiques pour faire émerger celle-ci dans les traces historiques sur les animaux.

Vinciane Despret nous invite à penser l'histoire en prenant en compte le rôle actif des animaux, des organismes vivants ; que nous ne sommes pas les seuls acteurs historiques et pourquoi cette histoire commune apparaît aujourd'hui comme nécessaire, soulignant notre interdépendance.

Un long échange avec le public a ensuite permis d'éclairer notamment le rôle capital que peuvent avoir la philosophie et l'éthologie pour faire sens par rapport aux problématiques climatiques actuelles et leurs conséquences. Si les chiffres sont cruciaux (notamment lorsqu'il s'agit de repeupler des espèces en extinction), ils tendent malheureusement à ne plus émouvoir, à ne plus susciter d'action ou à maintenir la sidération. Or, ce sont bien des récits qui peuvent faire agir les citoyens ; et ces récits proviennent d'une approche qualitative et transversale de la science, qui trouve ici toute son utilité et sa complémentarité par rapport aux approches quantitatives. ■■■

Une conférence à découvrir sur notre page Youtube :

 https://youtu.be/7okfC_sTMW8

Par Aline Kockartz, coordinatrice du service Relations avec les associations.

FESTIVAL PAROLES D'HUMAINS



C'est un énorme succès pour la 24^e édition du Festival Paroles d'Humains, qui a accueilli entre 6 000 et 7 000 spectateur·rices du 23 janvier au 15 février dernier.

De Soumagne à Spa, en passant par Verviers, Stavelot, Malmédy et La Cité Miroir, le festival se veut nomade (11 lieux) et accessible à tous·tes. Il clôturé une édition riche, éclectique et pointue, proposant une programmation de spectacles engagés dans les

valeurs de diversité et de solidarité avec du théâtre, des concerts, du cirque et de l'humour.

À La Cité Miroir, c'est la pièce Europe Connexion qui était jouée le 31 janvier : elle dépeint le quotidien d'un lobbyiste qui met tout en œuvre pour modifier les textes de lois votées au Parlement européen afin de servir les intérêts de l'agro-business. Le lobbyiste manie le discours ... Qui pourrait douter de lui ? Malheureusement ses

succès constituent un désastre pour l'humanité. Avec ce spectacle, la compagnie suit le cheminement d'un lobbyiste depuis son bureau d'assistant parlementaire à son entrée dans le monde des lobbys. Le bord de scène qui s'est ensuivi a pu éclairer le public présent sur le pouvoir de ces lobbys au sein du Parlement européen. Selon les comédiens, 600 organisations de la société civile (associations, collectifs militants, ONG, syndicats, etc.) défendraient les droits humains et environnementaux contre 30 000 lobbyistes qui défendraient les intérêts des groupes et industries privés dans les couloirs du Parlement. Ce spectacle interroge, décortique les discours d'enfumage, les éléments de langage et les stratégies utilisées par les lobbys. L'art se veut un contre-pouvoir. ■■■



Par **Cassandra Machi**, déléguée au service Solidarité.

UN TEMPS DE LUTTE ET DE CRÉATION



C'est lors des ateliers d'expression politique à La Cité Miroir qu'ils et elles ont collé leurs revendications, découpé dans leurs rages, ou encore gravé leurs luttes dans la matière. Par différents moyens d'exprimer leurs révoltes, les participant-es suivent un schéma récurrent.

En participant à un atelier d'écriture, ils et elles peuvent débattre de leurs expériences de vie et discuter de sujets de société. Par la suite, ces mêmes idées politiques sont utilisées pour produire des œuvres plastiques. Du plus petit badge à la grande affiche, tout est bon pour faire grandir ses idées. Slogans, détournements d'œuvres célèbres ou même illustrations percutantes, les participant-es s'essayent à différentes techniques pour exprimer leurs visions de la politique, librement, à leurs rythmes. Niveau technique, il n'y a pas de limite, que ce soit la linogravure, la broderie, les collages, ou même l'écriture, toutes ont un but commun : discuter, échanger, débattre et

surtout politiser. L'art est politique, et sa réalisation l'est aussi.

Les résultats de ces ateliers seront exposés à La Cité Miroir lors de « Protest'art », une exposition politique du 5 juin au 9 juillet 2025 (entrée libre). ■■■

Si vous souhaitez participer à un atelier d'expression politique, n'hésitez pas à nous contacter : cassandramachi@calliege.be

Par **Audrey Lobert**, déléguée au service Relations avec les associations.

J'HABITE, TU HABITES, ILS SPÉCULENT...

Sarah De Laet, géographe urbaine et militante à Bruxelles, était à La Cité Miroir le 20 février dernier pour proposer sa conférence gesticulée « J'habite, tu habites, ils spéculent... ». En partant de ses constats et de son expérience personnelle de locataire puis de militante dans un collectif anti-expulsions, elle tente d'établir les causes de la situation du mal-logement en Belgique. Sarah De Laet nous retrace l'histoire de nos grandes villes, de l'industrialisation à l'exode rural ou périurbain. Elle explique les mécanismes d'inflation, la problématique des logements sociaux, la politique actuelle en ces matières, la spéculation démesurée dans les grandes villes, la gentrification de certains quartiers... mais aussi les moyens de lutter contre ces mécanismes délétères pour le droit au logement et tous les droits qui en découlent (travail, santé, éducation). Les chansons de Starmania, comédie musicale visionnaire d'après notre conférencière, proposées comme fil rouge chanté à toutes les thématiques qui sont abordées, permet au public de participer avec l'intervenante, rendant ce moment interactif et profond d'humanisme.

S'est ensuivi un long moment d'échange instructif avec le public sur les inégalités vécues en matière de logement. Une occasion de se renseigner sur le fonctionnement des agences immobilières sociales, la piste du gel des loyers, la rénovation

énergétique des bâtiments, la sensibilisation aux problèmes du mal-logement mais également de prendre connaissance des initiatives d'actions pour le droit au logement déjà présentes en province de Liège. ■■■





→ OPINIONS



Par **Olivier Sartenaer**, chargé de cours en philosophie des sciences à UNamur.

DIFFÉRENCIER SCIENCE ET PSEUDOSCIENCE : PAS SI SIMPLE

S'il est un enjeu crucial pour l'épanouissement de nos démocraties, c'est bien celui de la lutte contre la désinformation. Dans le contexte particulier de problématiques de nature scientifique – comme le coronavirus, la vaccination ou le réchauffement climatique –, une telle lutte ne peut prendre corps qu'au départ d'un prérequis essentiel : il importe que chacun soit en mesure d'opérer une distinction entre énoncés scientifiques (aux degrés de fiabilité divers) et énoncés pseudoscientifiques (ou, plus généralement, non scientifiques).

Une telle faculté ne peut toutefois pas s'exercer « à vide », dans la mesure où il serait douteux que les êtres humains soient dotés d'une boussole mentale innée pour jauger du degré de scientificité des énoncés qu'ils rencontrent. Débusquer la pseudoscience exige a minima une idée préalable quant à la nature de ces traits qui seraient caractéristiques de la science. Sans aller jusqu'à devoir répondre à l'épineuse question « qu'est-ce que la science ? », il est évident que toute identification d'infox pseudoscientifiques se doit d'être articulée à un ensemble de critères de scientificité plus ou moins formels. Mais quels sont ces critères ? Fort à propos, l'épistémologie se révèle ici un réservoir de ressources utiles.

La certitude ?

Prenons comme point de départ le critère envisagé par les fondateurs de la science moderne (tels Descartes, Galilée, Newton ou Leibniz). En substance, sont à leurs yeux scientifiques ces énoncés qui se révèlent certains. En creux, toute affirmation incertaine, qu'elle soit religieuse, morale ou politique, appartient au registre de la simple opinion.

Si le contexte historique au sein duquel un tel critère a été initialement envisagé rend la raison d'être de ce critère fort compréhensible, la connaissance infaillible, à tout jamais à l'abri de la révision, relève du fantasme. Si le faillibilisme de la connaissance est établi, il pose un défi de taille pour la science. Si la certitude ne constitue pas cette frontière entre science et opinion, qu'est-ce qui pourrait remplir ce rôle ? C'est à ce stade précoce de la réflexion que s'insinue déjà le spectre de deux menaces dont on prend aujourd'hui la mesure des possibles dérives, à savoir le scepticisme radical d'un « puisque la certitude n'existe pas, rien ne peut être connu ! », et le

relativisme stérile d'un « puisque la certitude n'existe pas, tout n'est qu'opinion (et toutes les opinions se valent) ! »

La méthode ?

Dissoudre ces menaces requiert de penser la spécificité de la science d'une manière autre que par le biais de la certitude. Dès le XIX^e siècle, une première proposition est avancée. Ce qui fait la science, c'est sa méthode. Plus spécifiquement, la méthode scientifique serait cette démarche qui délivre les connaissances, certes non certaines, mais les plus fiables qui soient. Cette approche, aujourd'hui encore attractive dans certains cercles, fut cependant contestée dès les débuts du XX^e siècle, au point qu'il est aujourd'hui généralement admis qu'il n'existe pas de méthode universelle et anhistorique qui serait caractéristique de la science seule.

La testabilité ?

Face à ce nouvel échec, c'est le mouvement néopositiviste qui s'approprie et reconfigure la question de la démarcation. En lieu et place de la certitude – inaccessible – ou de la méthode – vague ou indéfinissable –, la scientificité de la science se fonde alors essentiellement sur sa testabilité (empirique), qu'elle soit conçue d'abord comme vérifiabilité ou, plus tard, comme falsifiabilité. Mais ici encore, l'entreprise rate sa cible. Le défaut majeur du revirement néopositiviste fut certainement de déconnecter la scientificité des énoncés de ce qui devrait en toute logique précisément leur conférer cette scientificité, à savoir leur justification (ce qui concourt à rendre ces énoncés fiables).

D'une cacophonie de critères à la disqualification du problème

Le néopositivisme tombé, la seconde moitié du XX^e siècle fut riche en propositions diverses pour (enfin) répondre au problème de la démarcation. Toutes se heurtent en réalité à un problème commun : elles qualifient irrémédiablement certains énoncés non scientifiques tout en en disqualifiant certains autres pourtant assurément scientifiques.

Face à une véritable cacophonie de critères en bataille, une attitude déflationniste ne manqua pas

d'apparaître vers la fin du XX^e siècle, convergeant à considérer toute la problématique de la démarcation comme un pseudo-problème.

Vers une démarcation lucide

Une approche contemporaine propose de considérer que la frontière entre sciences et pseudosciences ne doit pas être conçue sur le modèle jusque-là recherché, à savoir celui d'une séparation nette, permettant de qualifier, sans ambiguïté aucune, tout énoncé de scientifique ou de non scientifique. Plutôt, il est ici question de reconnaître une certaine « zone grise » entre la science mûre (p. ex. l'astronomie) et la pseudoscience avérée (p. ex. la radiesthésie), zone où se côtoient et se confondent certaines pratiques scientifiques encore immatures ou « en gestation ».

Mais comment opérer une démarcation utile dans ce contexte ? Non plus à l'aune de critères absolus et décontextualisés mais plutôt au regard d'une checklist de marqueurs de scientificité face à laquelle chaque pratique envisagée se verrait assignée un score en vertu d'une pondération préétablie. Et c'est là toute la force de l'approche : elle autorise à jeter un regard positif sur l'histoire des tentatives avortées de démarcation. Si celles-ci échouaient en effet à établir une distinction nette entre science et non-science, elles furent aussi de brillantes réussites au regard de l'objectif, plus modeste, d'identifier de bons indicateurs de scientificité. À cet égard, si l'astronomie se voit considérée comme une science, et la radiesthésie une pseudoscience, ce sera ici en vertu du fait que la première, mais pas la seconde, obtiendrait un score de scientificité important (mais non nécessairement maximal) au regard d'une liste de marqueurs comprenant certainement la falsifiabilité, la reproductibilité, l'aspect cumulatif, la fécondité, etc.

La frontière entre sciences et pseudosciences n'est certes pas une ligne claire et fixe. Mais elle n'est pas non plus inexistante ou seulement « subjective ». Bien que parfois floue et fuyante, elle s'articule à des marqueurs robustes que des générations d'épistémologues se sont donné pour mission d'identifier. De cet héritage reste à faire bon usage. ■■■

 Découvrir l'article complet publié en septembre 2020 sur www.theconversation.com





Le samedi 8 mars, nous étions nombreux-ses, à vélo et à pied, à défiler dans les rues de Liège pour dénoncer les atteintes aux droits des femmes et des minorités de genres. Dans le contexte actuel, le Centre d'Action Laïque, dans son communiqué de presse du 7 mars, tire la sonnette d'alarme : l'accord de gouvernement fédéral Arizona constitue un véritable recul pour l'autonomie et les droits des femmes. Les réformes annoncées, liées notamment au marché du travail, l'inapplication de l'individualisation des droits, l'immobilisme par rapport à l'IVG et l'abandon du gender mainstreaming vont aggraver les inégalités entre les femmes et les hommes.

www.laicite.be/8-mars-larizona-un-gouvernement-qui-enterre-les-droits-des-femmes

POSITION

À PROPOS DE L'ACCORD DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL



Au regard des valeurs qu'il défend, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège manifeste son inquiétude face aux mesures qui se précisent dans le cadre de l'accord de gouvernement fédéral.

Il s'inquiète du respect des droits les plus fondamentaux qui doivent s'appliquer à toutes et à tous.

Il s'alerte des atteintes aux mécanismes de solidarité et redoute l'affaiblissement des services publics.

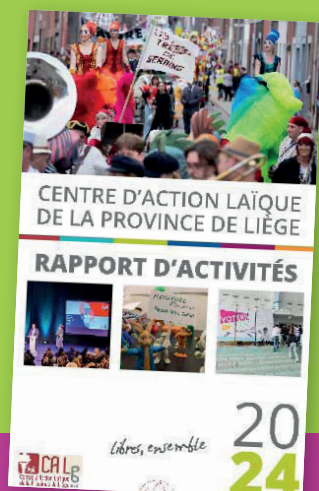
Restrictions des droits des étrangers, propositions peu ambitieuses tant face aux enjeux climatiques qu'en matière de justice sociale, recul des droits sociaux (chômage, pension...), entrave au droit de manifester, *statu quo* pour le droit à l'avortement, précarisation des femmes... sont autant de mesures qui pourraient mettre à mal le projet de société humaniste et solidaire que nous défendons. Elles seront l'objet de notre vigilance dans les prochains mois.

LE RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024 EST SORTI!

Chaque année, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège édite son rapport d'activités de l'année précédente marquée par la diffusion des valeurs laïques, la promotion de la solidarité, de la liberté, de l'esprit critique et de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la province de Liège.

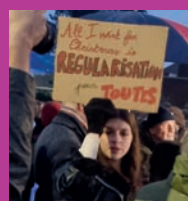
Consultez-le sur le site de l'association !

www.calliege.be/qui-sommes-nous/#rapports-activites



MOBILISATIONS

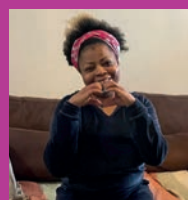
DES BOUGIES AUTOUR DU CENTRE FERMÉ DE VOTTEM



Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège a participé, comme chaque année, le 24 décembre, au rassemblement organisé par la CRACPE, Collectif de Résistance Aux Centres pour Étrangers à Vottem.

Il s'agissait, une nouvelle fois, d'éclairer de bougies la face la plus honteuse de la politique d'asile et d'immigration de l'État belge, les centres fermés et les expulsions.

ET UN RASSEMBLEMENT POUR LA LIBÉRATION DE SABINE AMIYEME



Sabine Amiyenne, arrivée en Belgique il y a 13 ans, a réussi à construire sa vie, à se tisser un réseau, à créer son entreprise. Elle n'a cependant jamais réussi à obtenir la régularisation de son séjour. Le 8 janvier, une audience en appel devant la Chambre des

Mises en accusation devait statuer sur son dossier. Un Comité de soutien demandait à l'Office des étrangers de reconsidérer sa décision d'expulsion. Aujourd'hui, Sabine Amiyenne a obtenu le statut de réfugié, une (rare) victoire qui nous rappelle l'importance de la mobilisation.

CONTRE L'EXTRÊME DROITE À LIÈGE



Depuis des décennies en Belgique francophone, le cordon sanitaire empêche l'extrême droite de participer aux débats dans les médias ainsi qu'aux décisions politiques.

Aujourd'hui, George Louis Bouchez a fait sauter ce verrou en intégrant au sein de son parti plusieurs personnalités d'extrême droite. À Liège, c'est Noa Pozzi, tête de liste Chez Nous aux précédentes élections qui a ainsi rejoint le MR. Un rassemblement, le 3 février, organisé par Front Antifasciste de Liège devant l'Hôtel de Ville, exigeait du MR son expulsion.

PETITIONS

GARANTIR LES DROITS FONDAMENTAUX : UNE URGENCE DANS CE CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL



Le 3 décembre, à l'occasion de la journée internationale des personnes en situation de handicap, 163 associations dont le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège, appellent, à l'initiative d'Esenca, à un non-recul des droits garantis et la généralisation

du handistreaming afin d'intégrer une dimension handicap dans tous les domaines de la politique et garantir ainsi les droits de toutes et tous.

NON AUX BOYCOTTS CULTURELS!



Ce dont le monde a besoin, ce ne sont pas de murs culturels, mais de ponts solides. En dynamitant les ponts culturels, on ne fait pas pression sur les oppresseurs, on étouffe les opprimés. En croyant dénoncer l'injustice, on la perpétue. La vraie révolution com-

mence là où on accepte de confronter ses certitudes, d'entrer dans la complexité, la nuance. Et cela, seule la culture peut le permettre un message véhiculé par le Collectif D'accord de ne pas être d'accord.



Cérémonie de funérailles laïques

Un réseau d'officiants du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège à votre service.

0493 259 359

En partenariat avec les associations laïques.

Les cérémonies sont entièrement gratuites.



La 1^{ère} présente **EXPOSITION**

ILLUSIONS

**QUI A TORT ?
QUI A RAISON ?**

02.04 > 30.08.2025

LA CITÉ MIROIR | LIEGE
SAUVENIÈRE
PLACE XAVIER NEUJEAN 22 - 4000 LIÈGE

WWW.ILLUSIONS-EXPO.BE



AVEC LE SOUTIEN PRÉCIEUX DE

